

**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI**

**SECRETARIAT GENERAL**

**OBSERVATOIRE NATIONAL POUR L'EMPLOI  
ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

**RAPPORT SUR LES BESOINS DES UTILISATEURS POTENTIELS DES  
PRODUITS DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA  
FORMATION PROFESSIONNELLE (ONEF)**

**YAMEOGO Clément Roger** démographe économiste

**Août 2006**

**Mme KOALAGA/ONADJA Emilie** géographe aménagiste

## REMERCIEMENTS

Nombreuses sont les personnes ressources qui nous ont appuyé dans l'élaboration de ce dossier sur l'identification des besoins d'information sur la marché de l'emploi et de la formation professionnelle au Burkina Faso. Le directeur de l'Observatoire et ses collaborateurs, les directeurs centraux des administrations publiques comme privées, les ONG, les organismes internationaux, les syndicats, les demandeurs d'emploi ont activement contribué à cette étude. Qu'ils trouvent ici, l'expression nos sincères remerciements.

# Sommaire

<b>Introduction .....</b>	<b>4</b>
<b>1 Objectifs de l'étude.....</b>	<b>5</b>
<b>2 Méthodologie.....</b>	<b>5</b>
<b>I Les sources d'information utilisées et les besoins exprimés.....</b>	<b>7</b>
<i>1.1 Les sources d'informations.....</i>	<i>7</i>
111 Des demandeurs d'emploi .....	7
112 Des employeurs .....	7
113 Des formateurs.....	8
114 Des demandeurs de formation .....	8
<i>1.2 Le niveau de satisfaction par rapport aux sources d'information .....</i>	<i>9</i>
<b>II Les besoins d'information sur l'emploi .....</b>	<b>9</b>
21 Des demandeurs d'emploi .....	9
22 Des employeurs .....	10
23 Des formateurs.....	11
24 Des demandeurs de formation.....	11
<b>III Les besoins d'information sur la formation professionnelle.....</b>	<b>11</b>
3.1 Des demandeurs d'emplois.....	11
3.2 Des employeurs .....	12
3.3 Des formateurs .....	12
3.4 Des demandeurs de formation.....	12
<b>IV Les sources possibles de financement.....</b>	<b>13</b>
<b>V Conclusions et recommandations.....</b>	<b>14</b>
5.1 Améliorer les sources d'information sur le marché du travail .....	14
5.2 Réaliser des études spécifiques.....	14
5.3 Former des ressources humaines qualifiées.....	14
5.4 Améliorer la lisibilité.....	15
5.5 Renforcer la synergie .....	15
5.6 Financer le site de l'ONEF .....	15
5.7 Autres propositions.....	15
<b>ANNEXE 1 : Fiches de projets .....</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXE 2 : Guide d'entretiens .....</b>	<b>37</b>
<b>ANNEXE 3 : Les des personnes rencontrées .....</b>	<b>38</b>

## Introduction

La population du Burkina Faso est jeune ; la proportion des 15-35 ans représente 67%. Cette importante tranche de la population est très affectée par le chômage. En effet, le marché du travail au Burkina Faso est caractérisé par le chômage massif des jeunes sortis des universités ou des écoles de formation professionnelle. L'inadéquation entre la formation et l'emploi conduit les demandeurs d'emplois à rester en moyenne 4 ans à la recherche d'un emploi. Cette tendance lourde compromet l'avenir de la jeunesse et constitue un facteur de risque majeur pour la paix sociale.

De plus le marché du travail est changeant avec l'émergence du secteur privé, l'apparition de nouveaux métiers et d'une nouvelle catégorie d'employeurs que sont les collectivités territoriales, etc.

Dans un tel contexte, la disponibilité de l'information fiable, complète sur l'emploi et la formation professionnelle devient une question d'importance. En effet, il faut garantir l'égalité des chances à tous les demandeurs d'emplois et de formation, ainsi qu'aux employeurs, en rendant l'information accessible à tous.

Or le système statistique du Burkina Faso est caractérisé par une situation dichotomique entre l'abondance des données et la difficulté d'accès à ces statistiques. Les raisons de cette contraction sont à rechercher dans :

- la multiplicité des producteurs de données spécifiques sur le marché du travail, sans souci de leur diffusion aux autres utilisateurs et sans prise en compte des besoins de ces utilisateurs ;
- Le manque de coordination entre les différents niveaux de production des données avec pour conséquence la collecte de données identiques.
- L'accessibilité très souvent gratuite des données est peu stimulante pour les collecteurs et les diffuseurs de données ;

L'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, en vue d'atténuer les limites du système statistique, s'engage à collecter, centraliser, traiter et diffuser l'information statistique sur l'emploi et la formation professionnelle au niveau national pour faciliter la lisibilité du marché du travail et de la formation. C'est pour rencontrer les besoins des utilisateurs potentiels de ces informations qu'il a jugé nécessaire de les recueillir à travers cette enquête qualitative. Le présent rapport rend compte des besoins exprimés qui seront pris en compte par l'ONEF pour améliorer la qualité du service rendu.

## 1 Objectifs de l'étude

L'objectif global de l'étude est d'identifier les besoins des utilisateurs afin de bien orienter l'ONEF à une production qui réponde aux attentes de ses clients.

Les objectifs spécifiques sont les suivantes :

- Identifier les sources d'information des utilisateurs de l'information sur le marché du travail ;
- Identifier les besoins des utilisateurs potentiels des statistiques sur l'Emploi et la formation professionnelle ;
- Estimer les coûts de la collecte et du traitement de ces données correspondant aux besoins exprimés et non encore satisfaits ;
- Estimer les délais de réalisation et d'actualisation de ces travaux ;
- Indiquer les sources potentielles de financement de la collecte.

## 2 Méthodologie

Une réunion préparatoire a eu lieu avant le début effectif de la collecte entre d'une part le commanditaire de l'étude représenté le directeur de l'ONEF et ses collaborateurs, et, d'autre part, les consultants. Elle avait pour but de s'accorder sur la même compréhension des termes de référence, d'identifier les groupes cibles, et de convenir du contenu du guide d'entretien.

Ensuite, l'enquête de nature qualitative fut menée auprès des utilisateurs potentiels des produits de l'ONEF. L'intérêt était de tester la réaction des utilisateurs potentiels par rapport au projet de l'ONEF et surtout recueillir leurs idées sur les informations qui les intéressent aussi bien sur l'emploi que sur la formation. Elle n'a pas pour vocation de fournir des tendances rigoureuses sur la distribution de variables traditionnelles ; néanmoins, elle n'exclut pas non plus de dégager des préférences globales par rapport aux catégories enquêtées sans que cela ne soit l'objet principal.

Les entretiens réalisés étaient soit individuels, soit en groupe avec le public cible à savoir, les demandeurs d'emplois, les demandeurs de formations, les employeurs et les formateurs.

Le même guide d'entretien (voir modèle en annexe) a été administré à tous les enquêtés. L'entretien était ouvert et a permis aux enquêtés de s'exprimer leurs idées et de faire des commentaires.

Les groupes cibles visés par les termes de référence ont été regroupés en quatre catégories composées ainsi qu'il suit :

- **les demandeurs d'emplois** : les formés sur le tas, les sortants des enseignements général et technique, les « déflatés », les chômeurs (primo demandeurs, chômeurs de longue durée), les organisations de travailleurs ;

- **Les employeurs** : le gouvernement, les employeurs du secteur privé, les promoteurs d'entreprise et d'auto emploi, les organisations professionnelles d'artisans, les collectivités territoriales, les ONG, les partenaires techniques et financiers;
- **Les demandeurs de formation** : les parents, les sortants des enseignements général et technique, le gouvernement ;
- **Les formateurs** : les gestionnaires d'université, les organisations professionnelles d'artisans, les promoteurs d'établissements d'enseignement, le gouvernement.

Les demandeurs d'emplois ont été touchés à travers deux groupes de jeunes :

- le premier groupe composé d'une quinzaine de jeunes ayant en majorité un niveau inférieur au niveau universitaire (voir liste en annexe) ;
- le second groupe a réuni une dizaine de jeunes tous sortis des universités.
- les parents d'élèves ont été touchés à travers quelques membres du bureau de l'association des parents d'élèves : un lycée d'enseignement général et un lycée d'enseignement technique.

Le gouvernement a été représenté par le Ministère des Enseignements Secondaires, Supérieurs et de la Recherche Scientifique (MESSRS), le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat (MFPRE) à travers la Direction Générale de la Fonction Publique, le Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi (MJE), le Ministère du Travail, et de la Sécurité Sociale (MTSS) et le Ministère de l'Economie et du Développement (MEDEV) à travers l'INSD.

L'Association Nationale des Travailleurs Déflatés, ainsi que la Fédération Nationale des Artisans ont été aussi interrogés.

Le projet dans son ensemble a été bien accueilli par les personnes ressources rencontrées. Cependant quelques difficultés sans grand dommage pour la qualité des réponses ont été rencontrées. L'enquête s'est déroulée durant le mois d'Août 2006. Cette période est généralement celle des vacances annuelles de nombreux responsables. Aussi certains directeurs n'ont pu être touchés.

Au terme des interviews réalisées les besoins des utilisateurs de l'information statistique sur le marché de l'emploi et de la formation professionnelle ont été identifiés par groupes d'acteurs et sont présentés dans le présent rapport selon le plan suivant :

I Les sources d'information utilisées et les besoins exprimés

II les besoins d'information sur l'emploi

III Les besoins d'information sur la formation professionnelle

IV Les sources de financement possibles

V Les recommandations

# **I Les sources d'information utilisées et les besoins exprimés**

## **11 Les sources d'informations**

### **111 Des demandeurs d'emploi**

Il s'agit d'un public ayant un niveau de qualification diversifié. Les sources d'information utilisées par cette catégorie d'acteurs du marché du travail sont par ordre d'importance :

- La presse écrite
- Le « bouche à oreille »
- L'ANPE
- La radio nationale
- Internet
- La télévision
- Les affiches dans les services ou centres d'études

### **112 Des employeurs**

Les sources d'informations utilisées par les employeurs se présentent par ordre décroissant comme suit :

- l'ANPE
- La presse écrite
- l'INSD
- le « bouche à oreille » informations par les connaissances
- la radio
- les affiches dans les entreprises
- Internet
- la Chambre de Commerce (fichier NERE)
- la télévision
- L'ONEF
- les sources administratives
- les agences privées de recrutement

De manière générale, la gamme des sources d'information utilisées par les employeurs est plus large que celle des demandeurs d'emploi. Certaines sources semblent inconnues des autres catégories ; par exemple la Chambre de Commerce, les agences privées de recrutement ne sont pas citées par les demandeurs d'emplois.

Selon ces résultats, les employeurs se réfèrent plus à l'ANPE que les demandeurs d'emplois.

### **113 Des formateurs**

Les sources d'information consultées par les formateurs rencontrés sont :

- l'ANPE
- les sociétés de placement
- la presse écrite
- la radio
- les syndicats
- la Chambre de Commerce

### **114 Des demandeurs de formation**

Les demandeurs de formation se réfèrent aux sources suivantes :

- La presse écrite
- La radio nationale
- L'ANPE
- Le « bouche à oreille »

De façon générale sur la question des sources d'informations utilisées par les acteurs du marché du travail, les résultats de l'enquête indiquent, en considérant toutes catégories confondues, que les principales sources d'information utilisées sur le marché du travail, sont par ordre d'importance :

- La presse écrite
- Le « bouche à oreille »
- L'ANPE
- La radio nationale

Parmi les sources d'information les moins utilisées

- La télévision nationale
- L'Internet
- La Chambre de Commerce (fichier « NERE »)
- Les agences privées de recrutement
- L'ONEF

En examinant les sources d'informations par catégorie, on constate que les demandeurs d'emplois n'utilisent pas des sources comme le fichier « NERE » de la Chambre de Commerce ou les agences privées de recrutement. En ignorent-ils l'existence ? Ces sources sont seulement connues des employeurs et des formateurs. Cela laisse apparaître que toutes les sources disponibles ne sont pas connues par les différentes parties intéressées ou qu'elles n'y ont pas la même facilité d'accès. Une source comme l'ANPE exige des déplacements fréquents qui s'avèrent coûteux, surtout pour des



personnes sans revenus. Les journaux sont plus accessibles car ils peuvent être exploités par plusieurs personnes sans incidence financière. Il en est de même du « bouche à oreille » qui s'opère plutôt par affinités.

La gamme élargie des sources utilisées révèle aussi que les informations ne sont pas centralisées.

## **1.2 Le niveau de satisfaction par rapport aux sources d'information**

De façon globale, les avis sont partagés sur le niveau de satisfaction des sources d'informations sur le marché du travail. Toutefois, il apparaît une différence d'appréciation entre les demandeurs d'emplois et les employeurs. En effet les moins satisfaits se recrutent surtout parmi les demandeurs d'emplois. Les propositions d'amélioration qui émanent de ces derniers sont notamment :

- l'augmentation du nombre de diffusions radiophoniques ;
- la multiplication des centres d'affichages dans les villes et leur déconcentration dans les régions ;
- la réalisation d'une revue ou annuaire spécialisé qui renseigne sur le marché du travail ;
- la mise en place d'une banque de données sur les demandeurs d'emplois.

Par contre les employeurs considèrent que les sources d'information sont satisfaisantes dans la mesure où les candidatures abondent toutes les fois qu'un avis de recrutement est lancé. Cette justification est à nuancer car, le nombre toujours élevé de demandeurs par rapport à l'offre s'explique plutôt par la pléthore de chômeurs qui n'ont peut être pas tous eu accès à l'information.

Les demandeurs de formation ne sont que partiellement satisfaits de la qualité et de la disponibilité des sources d'information. Ils estiment donc qu'il faut améliorer la situation.

## **II Les besoins d'information sur l'emploi**

### 21 Des demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi ont exprimé leurs besoins spécifiques en matière d'informations sur l'emploi, qui se présentent ainsi qu'il suit par ordre d'importance :

- la rémunération et les autres avantages
- la nature du poste à pourvoir
- l'identité du recruteur
- les tâches à assurer
- le lieu d'affectation
- le type de contrat

- les possibilités d'évolution
- le niveau d'emploi de la jeunesse
- la part du secteur informel dans la création d'emplois.

Les demandeurs d'emplois ont dans l'ensemble déploré que les offres d'emplois ne soient pas suffisamment renseignées. Aussi, ont-ils surtout exprimé des besoins allant dans le sens de donner toutes les précisions relatives aux postes ouverts pour que les postulants éventuels se décident en toute connaissance de cause.

Les nouveaux demandeurs d'emploi s'intéressent aux questions spécifiques suivantes :

Comment rédiger, faire un cv ?

Comment réussir un test de recrutement, un entretien d'embauche ? Comment se présenter la première fois à ses futurs employeurs ?

Comment présenter une lettre de motivation ?

Le statut des stagiaires (droit et obligations dans les entreprises publiques et privées), les contrats possibles entre employeurs et stagiaires, avantages et inconvénients ?

Où trouver un stage ? Faut-il payer son stage ou être payé pendant le stage ?

Comment négocier son salaire ?

## **22 Des employeurs**

Les besoins d'information exprimés par les employeurs se présentent ainsi qu'il suit :

- les qualifications et compétences disponibles sur le marché de l'emploi
- les créneaux ou secteurs porteurs
- la nature des emplois proposés
- la rémunération
- les sociétés à potentialités d'embauche
- les possibilités de formation pour les travailleurs
- le répertoire des centres de formation
- l'identité de l'employeur
- le cadre juridique de l'emploi
- les offres non traitées par l'ANPE
- le type d'emplois offerts sur le marché du travail
- le suivi de l'offre et de la demande d'emplois

Des employeurs ont exprimé d'autres préoccupations qui sont liées au problème de confiance entre des cabinets recruteurs et les employeurs. Les premiers étant accusés de recruter leurs relations plutôt que de sélectionner les meilleurs.

## **23 Des formateurs**

Ils sont intéressés par :

- les offres d'emplois
- les prévisions d'opportunités d'emplois
- les statistiques sur les recrutements à la fonction publique

## **2 4 Des demandeurs de formation**

Quant à eux, leurs centres de préoccupations sont :

- les secteurs en évolution
- le nombre d'emplois offerts
- la qualification des candidats

On note chez les formateurs et les demandeurs de formation le souci d'anticipation, de se projeter dans l'avenir pour opérer les meilleurs choix dès aujourd'hui. Ce souci est perceptible à travers le besoin exprimé d'avoir une bonne connaissance des secteurs en évolution et des prévisions d'opportunités d'emplois.

# **III Les besoins d'information sur la formation professionnelle.**

## **3.1 Des demandeurs d'emplois**

Les besoins exprimés par les demandeurs d'emplois sur la formation professionnelle sont les suivants :

- les filières de formation
- les coûts des formations
- la durée des formations
- le public cible
- les possibilités de financement
- les conditions d'accès
- la rémunération selon le niveau de formation

Il arrive que des demandeurs d'emplois las d'attendre se décident à acquérir d'autres formations complémentaires. On comprend donc que l'information sur les filières de formation et sur les coûts de ces formations les intéresse prioritairement.

### **3.2 Des employeurs**

Les besoins d'information exprimés par les employeurs sur la formation professionnelle se présentent comme suit :

- le répertoire des centres de formation
- les filières porteuses
- les sources de financement
- les débouchés des formations
- les effectifs des sortants des écoles de formation professionnelle
- les possibilités de formation à l'auto emploi
- les services offerts par la maison de l'entreprise
- les conditions d'accès
- les possibilités de formation pour les travailleurs
- les conditions à remplir pour bénéficier des services du FAFPA

Au vu de ces réponses, les employeurs rencontrés semblent intéressés par la formation de leurs agents puisqu'ils veulent connaître les centres de formation et les possibilités de formation pour les travailleurs.

### **3.3 Des formateurs**

Les besoins recueillis auprès des formateurs se présentent comme suit :

- le répertoire des formations offertes au Burkina Faso et à l'étranger
- les filières de formation
- les diplômes reconnus officiellement

### **3.4 Des demandeurs de formation**

Ils ont exprimés les besoins suivants par ordre d'importance :

- durée des formations
- coût des formations
- les débouchés des formations
- les possibilités de subventions de la formation pour les travailleurs
- le nombre de structures de formation par secteur, par statut (public, privé)

Les besoins reflètent l'intérêt de ces deux catégories d'enquêtés pour la formation professionnelle et qui sont relatifs surtout à la disponibilité de l'information sur les possibilités offertes, sur les conditions d'accès et sur les débouchés.

#### **IV Les sources possibles de financement**

Les enquêtés ont exprimé des besoins et ont fait des propositions pour améliorer la qualité du service rendu en matière d'information sur le marché du travail. Certaines de ces propositions vont être retenues par l'ONEF et leur mise en œuvre exige que des projets soient formulés à l'attention des partenaires financiers. C'est pourquoi il a été demandé aux enquêtés d'identifier les sources potentielles de financement des actions qu'ils proposent.

Les bailleurs probables cités sont :

- L'Etat à travers le Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi
- Les bailleurs actifs dans l'éducation et la formation professionnelle au Burkina Faso
- Le BIT
- Le Conseil Economique et Social
- la Chambre de Commerce de l'Industrie et de l'Artisanat
- Le PNUD
- Le Fonds d'appui à la formation professionnelle (FAFPA)
- L'Union Européenne
- L'UEMOA
- Les Entreprises privées
- L'UNESCO
- La Francophonie
- Les représentations Diplomatiques
- Le CAPES
- La Banque Mondiale
- Les différents projets
- Les ONG

Parmi les bailleurs potentiels, quelques uns participent déjà à la collecte des données au Burkina Faso comme le PNUD, le BIT, la Banque Mondiale, la BCEAO, l'Etat et ses démembrés. Théoriquement, les sources sont nombreuses, mais le financement effectif est d'abord conditionné par

la présentation de dossiers, la compatibilité des activités de collecte identifiées avec les activités programmées par les bailleurs de fonds, la négociation. C'est pour cela que des projets de fiches ont été formulés.

## **V Conclusions et recommandations**

L'enquête a abouti à des propositions intéressantes qui pourront être utilement exploitées pour formuler des projets dont la mise en œuvre viendra renforcer et consolider les acquis de l'ONEF.

Ces propositions concernent plusieurs aspects comme indiqués ci-dessus.

### ***5.1 Améliorer les sources d'information sur le marché du travail***

Les enquêtés ont été invités à faire des propositions pour améliorer les sources d'informations sur le marché du travail. Les principales suggestions faites sont de :

- déconcentrer les centres d'information de l'ANPE : il s'agit de multiplier les points d'affiches des informations diffusées par l'ANPE dans les grandes villes (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso) et d'en créer aussi dans toutes les communes urbaines.
- augmenter le nombre de diffusions radiophoniques des offres d'emplois : il est proposé de passer de deux à quatre diffusions régulièrement réparties dans la journée. On pourra réaliser des tranches spéciales emplois, relayées par les 79 radios émettant en modulation de fréquences (Radios FM).

### ***5.2 Réaliser des études spécifiques***

Des thèmes d'études ont été suggérés par les enquêtés il s'agit notamment de :

- la réalisation d'une enquête nationale sur l'emploi : cette enquête touchera un public plus large et abordera tous les aspects de la problématique de l'emploi au Burkina Faso ;
- une étude sur les opportunités de création d'emplois dans les régions ;
- une étude sur les besoins des entreprises en matière de qualification des demandeurs d'emplois.

### ***5.3 Former des ressources humaines qualifiées***

Les personnes touchées par l'enquête ont estimé que le système d'information sur le marché du travail souffre aussi d'une insuffisance quantitative en personnel spécialisé sur les statistiques de l'emploi et de la formation professionnelle. Cette situation influence la pertinence des informations collectées, le

rythme de diffusion des informations, etc. Aussi ont-elles proposé que des cadres soient formés dans ce domaine spécifique.

#### **5.4 Améliorer la lisibilité**

De nombreux usagers ignorent l'existence d'informations sur les recrutements de la fonction publique, sur les créneaux porteurs, sur les centres de formations etc. Pourtant ces informations sont disponibles dans les différentes administrations. Il ressort donc d'après l'enquête que les informations qui existent ne sont pas centralisées si bien que plusieurs sources d'information ne sont pas connues et donc échappent à ceux qui en ont besoin. Il s'avère donc nécessaire qu'une structure unique centralise toutes les informations sur le marché du travail pour les remettre par les canaux les plus appropriés, à la disposition de tous les utilisateurs. L'ONEF est la structure la mieux indiquée pour jouer ce rôle, pour diffuser et rendre accessible à tous l'information sur l'emploi et la formation professionnelle. L'enquête réalisée montre que l'ONEF n'est pas suffisamment connu. Cela tient surtout à la jeunesse de l'ONEF. Il sera donc nécessaire de travailler aussi à la faire connaître.

#### **5.5 Renforcer la synergie**

Les gestionnaires de bases de données sur l'emploi sont intéressés par le projet de l'ONEF. Il s'agit du Centre d'Information et d'Orientation Scolaire professionnelle et des bourses (CIOSPB), les agences de recrutements de personnel, les centres de formations professionnelles. Chacun dans son domaine peut alimenter la base de données de l'ONEF selon la périodicité de la production de ces données.

#### **5.6 Financer le site de l'ONEF**

L'ONEF pourrait se constituer en « une bourse du travail » où les demandeurs et les offreurs de travail peuvent passer leurs annonces contre paiement du coût d'animation et d'actualisation du site.

#### **5.7 Autres propositions**

Certaines préoccupations ont été exprimées par les enquêtés et qui, bien que n'étant pas des besoins d'information, méritent d'être notées, surtout au vu de la quasi unanimité des points de vue. Il s'agit :

- pour les demandeurs d'emplois, de la contrainte de l'expérience pour les jeunes diplômés qui constitue un handicap majeur à l'accès à l'emploi. Dans ce cadre, la proposition faite d'engager des négociations avec des sociétés/entreprises pour qu'elles acceptent d'accorder des stages rémunérés aux jeunes diplômés (dans des conditions à définir de commun accord avec l'Etat) pour qu'ils acquièrent de l'expérience et deviennent plus compétitifs sur le marché ;

- il a aussi été proposé accorder des avantages fiscaux aux sociétés qui acceptent de former leurs agents et les stagiaires ;

- pour les employeurs du secteur privé : certains ont exprimé un manque de confiance vis-à-vis de certaines agences de recrutement qui sont accusées de favoritisme. Des tests organisés se révèlent n'être qu'une mascarade. Il faudrait travailler à ce que les agences privées de recrutement aient les compétences et la moralité requises pour l'exercice de leur profession.



## **ANNEXE 1 Fiches de projets**

Ces fiches sont le choix du consultant en fonction de la demande de besoins d'information et de sa connaissance du milieu de la production et de la diffusion de l'information

Fiche de projet n°1 : La mobilité professionnelle sur la marché du travail au Burkina Faso /

Fiche de projet n°2 : Evaluation du nombre de diplômés des universités et écoles supérieures privées au Burkina Faso

Fiche de projet n°3 : La contribution du secteur informel à l'emploi

Fiche de projet n°4 : Les sources de financement et les conditionnalités des fonds au profit de l'emploi

Fiche de projet n°5 : Les doubles emplois : L'emploi principal et les emplois secondaires au sein de la population active du Burkina Faso

Fiche de projet n°6 : Comment rechercher un emploi

Fiche de projet n°7 : Le statut juridique des stagiaires

Fiche de projet n°8 : Le chômage

Fiches de projet n°9: Le profil des employeurs burkinabé

Fiche de projet n°10: Les structures de formation professionnelle au Burkina Faso

Fiche de projet n°11: Etat des centres de formations diplômantes

Fiche de projet n°12: Le niveau d'insertion des nouveaux diplômés dans le monde du travail

Fiche de projet n°13: Les possibilités de formation des étudiants Burkinabé à l'étranger

Fiche de projet n°14: Les possibilités de subventions de la formation pour les travailleurs

Fiches de projet n°15: Les caractéristiques de la population active du Burkina Faso

Fiches de projet n°16: L'insertion des travailleurs déflatés au Burkina

Fiches de projet n°17: Les caractéristiques de la distribution salariale au Burkina Faso

Fiches de projet n°18 : Le niveau de placement des demandeurs d'emplois à travers l'ANPE

## **Fiche de projet de collecte n° 1 La mobilité professionnelle sur la marché du travail au Burkina Faso /**

### 1 Contexte

La mobilité professionnelle parmi les travailleurs est une réalité au Burkina Faso. Elle a pour conséquences un affaiblissement de la productivité des entreprises qui subissent cette hémorragie à court et moyen terme ; elle constitue aussi un frein au financement de la formation par les employeurs de peur que leurs employés mieux formés ne les abandonnent après la formation. Cette mobilité quoi que inéluctable, guidée par le jeu des intérêts, mérite d'être mieux connue et lui apporter des réponses appropriées. L'ONEF peut servir de cadre pour cette approche.

### 2 Objectif

Il s'agira dans cette étude de :

- Mesurer l'ampleur de la mobilité professionnelle parmi les travailleurs, les secteurs d'activités en cause ;
- Identifier les « migrants » et leur profil (âges, sexe, durée dans l'emploi, destination et ...)
- Cerner les causes de cette mobilité professionnelle ;
- Appréhender les stratégies des acteurs en cause ;
- Appréhender les conséquences dans un contexte où les entreprises sont jeunes ou en création ;
- Faire des recommandations qui puissent concilier les intérêts des parties.

### 3 Résultats attendus

- Un document d'analyse de la mobilité professionnelle sur le marché du travail est disponible avec des recommandations.

4 Délais de réalisation : 4 mois

5 Périodicité de la collecte ou délais d'actualisation : Tous les 5 ans

6 Coût estimatif de la réalisation : 12 millions

-Enquête au près des travailleurs et employeurs		
- Enquêteurs 10 hommes-mois		3 000 000 F
- Location de véhicules 2 véhicules mois		3 000 000 F
- Carburant	forfait	500 000 F
- Traitement des données	forfait	5 00 000 F
- Secrétariat et communication	forfait	5 00 000 F
- Edition des rapports	forfait	5 00 000 F
- Rémunération consultant principal 4 hommes-mois		4 000 000 F

## **Fiche de collecte n°2 : Evaluation du nombre de diplômés des universités et écoles supérieures privées au Burkina Faso**

### 1 Contexte

Le nombre de diplômés des universités et des écoles d'enseignements supérieurs évolue d'année en année, alimentant ainsi le marché de l'emploi d'une force de travail qualifiée. Ce stock de capital reste tout de même méconnu dans ses caractéristiques et sa diversité. Il serait indiqué de connaître ses caractéristiques selon l'âge, le genre, son évolution, ses tendances.

### 2 Objectif

Il s'agira dans cette étude de :

- Mesurer et recenser les statistiques des diplômés des enseignements supérieurs selon :
- Les spécialités ou filières suivies ;
- Les niveaux d'études ;
- Le taux de réussite aux différents examens selon les établissements
- Le sexe ;
- Les universités nationales ou étrangères ;
- Etc.....

### 3 Résultats attendus

- Un répertoire sur la situation des diplômés des différents établissements est disponible

### 4 Délais de réalisation : 3 mois

### 5 Périodicité de la collecte ou délais d'actualisation : Chaque année

### 6 Coût estimatif de la réalisation : 10, 550 millions

- Enquête auprès des directeurs des établissements diplômants
  - Enquêteurs 10 hommes-mois 3 000 000 F
  - Location de véhicule 2véhicules mois 3 000 000 F
  - Carburant FF 500 000 F
  - Traitement des données forfait 500 000 F
  - Secrétariat et communication forfait 250 000 F
  - Edition des rapports forfait 300 000 F
  - Rémunération
  - Consultant principal 3 hommes-mois 3 000 000 F

## Fiche de projet n° 3 : La contribution du secteur informel à l'emploi

### 1 Contexte

L'importance du secteur informel à l'économie nationale est sans équivoque. Seulement, à défaut de données récentes, on utilise toujours les statistiques dépassées d'une contribution à l'économie de 30% au PIB. Ces estimations anciennes de plus d'une dizaine d'années sont reproduites de rapport en rapport et ne permettent pas une mesure réelle de ce secteur.

Il serait intéressant de procéder à une réelle évaluation de l'emploi du secteur informel dans l'économie pour lui donner sa vraie dimension.

### 2 Objectif

Il s'agira dans cette étude de :

- Cerner les contours du secteur informel ;
- Evaluer les activités qui le composent ;
- Evaluer les emplois du secteur informel et leurs caractéristiques ;
- Mesurer la part relative de ces emplois par rapport aux autres formes d'emplois ;
- Dégager les tendances à termes des emplois du secteur informel.

### 3 Résultats attendus

- Un document d'analyse du secteur informel est disponible avec une place prioritaire à la contribution du secteur informel à l'économie.

4 Délais de réalisation : 4 mois

5 Périodicité de la collecte ou délais d'actualisation : Tous les 5 ans

6 Coût estimatif de la réalisation : 9,5 millions

-Enquête et entretiens auprès des acteurs du secteur informel et des groupements professionnels		
- Enquêteurs	10 hommes-mois	2 000 000 F
- Location de véhicules	2 véhicules mois	1 500 000 F
- Carburant	forfait	500 000 F
- Traitement des données	forfait	500 000 F
- Secrétariat et communication	forfait	500 000 F
- Edition des rapports	forfait	500 000 F
- Rémunération consultant principal	4 hommes-mois	4 000 000 F

## **Fiche de projet n°4 : Les sources de financement et les conditionnalités des fonds au profit de l'emploi**

### 1 Contexte

Il existe au Burkina Faso des fonds en faveur de la formation ou des déflatés ou des travailleurs eux-mêmes. Seulement, ces structures restent peu lisibles et réservées aux initiés. Dans un contexte de chômage, d'aspiration à l'auto emploi et à la micro entreprise, l'ONEF peut être une vitrine pour ces fonds, et permettre une accessibilité équitable aux demandeurs potentiels.

### 2 Objectif

Il s'agira dans cette étude de :

- Recenser les structures abritant des fonds pour le financement de l'emploi ;
- Indiquer leur mode d'intervention ;
- Présenter le public cible éligible à ces fonds;
- Mettre en évidence les conditionnalités, les secteurs d'activités, les montants et taux pratiqués etc

### 3 Résultats attendus

- Un document d'analyse sur les fonds d'intervention en faveur de l'emploi existe

4 Délais de réalisation : 2,5 mois

5 Périodicité de la collecte ou délais d'actualisation : Tous les 3 ans

6 Coût estimatif de la réalisation : 8 millions

-Enquête et entretiens auprès des bailleurs de fonds de l'éducation et des structures d'appui au financement de la formation au Burkina Faso

- Enquêteurs	5 hommes-mois	1 500 000 F
- Location de véhicules	2 véhicules mois	3 000 000 F
- Carburant	forfait	250 000 F
- Traitement des données	forfait	250 000 F
- Secrétariat et communication	forfait	250 000 F
- Edition des rapports	forfait	250 000 F
- Rémunération consultant principal	2,5 hommes-mois	2 500 000 F

## **Fiche de projet n°5 : Les doubles emplois : L'emploi principal et les emplois secondaires au sein de la population active du Burkina Faso**

### 1 Contexte

A la faveur de la hausse du coût de la vie, on assiste à une baisse du pouvoir d'achat. Aussi, il se dessine parmi les travailleurs salariés ou non, un phénomène nouveau celui des multiples emplois. Les travailleurs ont une activité principale et une activité secondaire.

Cette situation qui a une incidence sur le niveau global de l'emploi mérite d'être mieux prise en compte.

### 2 Objectif

Il s'agira dans cette étude de :

- Rechercher le profil des « employés double ou multiple » ;
- Connaître les secteurs d'activités concernés par les emplois principaux et les emplois secondaires;
- Estimer le taux de pluri-activité ;
- Mettre en évidence les raisons de ces doubles activités et les incidences sur les différents types d'emplois;
- Voir les influences réciproques de ces emplois.

### 3 Résultats attendus

- Un document d'analyse sur les emplois multiple existe

4 Délais de réalisation : 4 mois

5 Périodicité de la collecte ou délais d'actualisation : Tous les 5 ans

6 Coût estimatif de la réalisation : 13 millions

-Enquête auprès de la population active et les différentes catégories socio professionnelles		
- Enquêteurs	10 hommes-mois	3 000 000 F
- Location de véhicules	3 véhicules mois	4 500 000 F
- Carburant	forfait	500 000 F
- Traitement des données	forfait	500 000 F
- Secrétariat et communication	forfait	250 000 F
- Edition des rapports	forfait	250 000 F
- Rémunération consultant principal	4 hommes-mois	4 000 000 F

## Fiche de projet n°6 : Comment rechercher un emploi

### 1 Contexte

Le marché du travail est de plus en plus concurrentiel et exigeant. Seulement les seules qualifications techniques ne suffisent pas pour décrocher un emploi : Il faut savoir se vendre. Or nombreux sont les diplômés qui ne savent pas faire un CV, une lettre de motivation, endurer un entretien d'embauche, négocier son salaire. L'ONEF peut leur être d'un secours par la production des documents accessibles a moindres coûts par edes personnes ressources avisées.

### 2 Objectif

Il s'agira dans cette étude de :

- Donner de conseils avisés sur la confection d'un CV, l'écriture d'une lettre de motivation, les tenus en entretiens d'embauche, les techniques de négociations salariales etc ..

3 Résultats attendus : Un guide pour les demandeurs d'emploi existe

4 Délais de réalisation : 2 mois

5 Périodicité de ce guide : Tous les 5 ans

6 Coûts de confection du guide : 2,5 millions

-Recherche documentaire et entretien auprès des employeurs et des agences de recrutement sur les techniques de présentation de CV, lettre de motivation, les négociations salariales, les entretiens

-Secrétariat et communication	forfait	250 000 F
- Edition des rapports	forfait	250 000 F
- Rémunération consultant principal	2 hommes-mois	2000 000 F



## Fiche de projet n° 7 : Le statut juridique des stagiaires

### 1 Contexte

Les stages sont aujourd'hui un passage obligé pour l'embauche. Seulement avec la crise de l'emploi, les stagiaires sont souvent de véritables victimes en restant plus longtemps dans les entreprises à travailler gratuitement, sans statut réel, et peuvent être même abandonnés sans autre forme de procédés. Ce personnel vulnérable vit des situations parfois pénibles.

Il serait indiqué que l'ONEF commette une étude sur le statut du personnel stagiaire pour qu'il soit informé de ses droits et obligations.

### 2 Objectif

Il s'agira de :

- Faire le point sur le statut juridique d'une personne en position de stage
- Mettre en évidence la durée du stage, la rétribution du stagiaire, les obligations et les droits du stagiaire et de l'employeur, les limites réciproques.
- Le stage donne t-il droit à l'embauche et dans quelles conditions ?

### 3 Résultats attendus

Un document de synthèse sur le contrat de stage en conformité avec les lois du travail en vigueur est disponible

4 Délais de réalisation : 2 mois

5 Périodicité : tous les 5 ans

6 Coût : 2,5 millions de FCFA

Recherche documentaire et entretien auprès des employeurs, de la Direction de l'Emploi, des agences de recrutement, sur le statut du stagiaire, ses droits et obligations et de ceux des employeurs, sa « rémunération », la durée légale du stage, dans quelles conditions le stage donne t-il droit à une embauche ? etc....

- Secrétariat et communication	forfait	250 000 F
- Edition des rapports	forfait	250 000 F
- Rémunération consultant principal	2 hommes-mois	2 000 000 F

## Fiche de projet n° 8 : Le chômage

### 1 Contexte

Le chômage est une réalité criarde dans nos économies. Cependant, on sait peu de chose de ce marché des non travailleurs. Autant, on a une meilleure connaissance de population active occupée, autant il paraît important de connaître les caractéristiques significatives de cette frange non occupée de la population active.

### 2 Objectif

Il s'agira dans cette étude de :

- Cerner la population active non occupée, en chômage ;
- Connaître ses caractéristiques ( zones urbaines, zones rurales, niveau d'instruction ou durée des études, les différentes stratégies de survie, et de recherche d'emplois, la durée du chômage, le genre etc..)

3 Résultats attendus : Un document sur le chômage est disponible

4<sup>2</sup>Délais de réalisation : 4 mois

5 Périodicité de ce guide : Tous les 5 ans

6 Coûts de confection du guide : 19 millions

-Enquête auprès des offreurs de travail selon la spécialisation, les zones rurales et urbaines, le genre, le niveau d'instruction, la durée du chômage, les stratégies de recherche d'emploi et de survie etc..

- Enquêteurs	20 hommes-mois	6 000 000 F
- Location de véhicules	4 véhicules mois	6 000 000 F
- Carburant	forfait	1 000 000 F
- Traitement des données	forfait	1 000 000 F
- Secrétariat et communication	forfait	500 000 F
- Edition des rapports	forfait	500 000 F
- Rémunération consultant principal	4 hommes-mois	4 000 000 F

## Fiches de projet n°9 : Le profil des employeurs burkinabé

### 1 Contexte

Le monde du travail connaît une transformation significative ces derniers temps. Selon la Maison de l'Entrepreneur 1 800 entreprises se créent en moins d'une année. Il se produit une dynamique de création d'entreprises dont il serait intéressant de connaître les créateurs, les secteurs d'activités qu'ils investissent, les mobiles de l'entrepreneuriat etc..

### 2 Objectif

Il s'agira dans cette étude de :

- Cerner le profil ancien comme nouveau de l'entrepreneur burkinabé ;
- Connaître les motivations profondes ;
- Evaluer les contraintes à la création
- Dessiner les tendances de la créativité au Burkina

3 Résultats attendus : Le profil de l'entrepreneur est mieux connu

4 Délais de réalisation : 4 mois

5 Périodicité de ce guide : Tous les 10 ans

6 Coûts de confection du guide : 17 millions

- Recherche documentaire auprès de la Direction Générale des Impôts, de la Maison de l'Entrepreneur du Faso, enquête auprès des employeurs classés selon les secteurs d'activités, le genre, le niveau d'instruction, les zones rurales et urbaines, la durée d'entrée dans la profession etc...

- Enquêteurs	20 hommes-mois	6 000 000 F
- Location de véhicules	3 véhicules mois	4 500 000 F
- Carburant	forfait	1 000 000 F
- Traitement des données	forfait	500 000 F
- Secrétariat et communication	forfait	500 000 F
- Edition des rapports	forfait	500 000 F
- Rémunération consultant principal	4 hommes-mois	4 000 000 F

## Fiche de projet n° 10 : Les structures de formation professionnelle au Burkina Faso

### 1 Contexte

De nombreux centres de formation professionnelle sont dissimulés à travers le pays. Seulement, nombreux sont méconnus du grand public, ce qui nuit à leur bonne fréquentation et à leur notoriété. L'ONEF gagnerait à faire connaître ces centres au bénéfice des usagers.

### 2 Objectifs

Il s'agira de :

- Recenser les centres de formation professionnelle par secteur d'activités (primaire, secondaire et tertiaire, informels)
- Donner les caractéristiques géographiques, les conditions d'accès, la durée de la formation, le coût, les programmes d'enseignement, le profil des formateurs, les débouchés possibles

### 3 Résultats attendus

- un document exhaustif sur les centres de formations professionnelles est disponible

### 4 Délais de réalisation : 5 Mois

### 5 Périodicité : Tous les 3 ans

### 6 Coût de la collecte : 21 millions

-Enquête auprès des dirigeants de centres de formations professionnelles à travers le pays, selon le secteur d'activité formelle ou informelle, le niveau d'instruction à l'entrée, la durée de la formation, le coût, les programmes, la localisation etc .....

- Enquêteurs 20 hommes-mois	6 000 000 F
- Location de véhicules 4 véhicules mois	6 000 000 F
- Carburant forfait	2 000 000 F
- Traitement des données forfait	1 000 000 F
- Secrétariat et communication forfait	500 000 F
- Edition des rapports forfait	500 000 F
- Rémunération consultant principal 5 hommes-mois	5 000 000 F

## Fiche de collecte n° 11 : Etats des centres de formations diplômantes

### 1 Contexte

Ces dernières années ont connu un développement des établissements publics mais surtout privés d'enseignement technique de niveau secondaire comme supérieur. Si quelques uns se sont affirmés par l'ancienneté, l'immense majorité est jeune, et peu connue. L'ONEF serait alors un canal pour les faire connaître au profit des parents, des élèves, étudiants et gens des travailleurs en quête de formation.

### 2 Objectif de la collecte

Il s'agira de :

- Recenser dans un document unique tous les établissements de formations diplômantes à travers tout le pays ;
- Donner leurs caractéristiques, les conditions d'accès, le coût et la durée de la formation, la liste des filières, les programmes d'enseignement, les origines et l'expérience du corps enseignant, les correspondants extérieurs etc.....

### 3 Résultats attendus

- Un document unique fait le point exhaustif des établissements de formation du Burkina

### 4 Délais de réalisation : 5 Mois

### 5 Périodicité : Tous les 3 ans

### 6 Coût de la collecte : 21 millions

-Enquête auprès des dirigeants des établissements de formations diplômantes, selon les filières de formation, la durée, le coût de la formation, les diplômes décernés, les débouchés offertes, les programmes d'enseignement, la qualification du corps enseignant, la localisation et ..

- Enquêteurs	20 hommes-mois	6 000 000 F
- Location de véhicules	4 véhicules mois	6 000 000 F
- Carburant	forfait	2 000 000 F
- Traitement des données	forfait	1 000 000 F
- Secrétariat et communication	forfait	500 000 F
- Edition des rapports	forfait	500 000 F
- Rémunération consultant principal	5 hommes-mois	5 000 000 F

## Fiche de projet n° 12 : Le niveau d'insertion des nouveaux diplômés dans le monde du travail

### 1 Contexte

On assiste à une offre de travail de plus en plus nombreuse du fait de la scolarisation assez élevée au niveau intermédiaire et supérieur. Si un temps de chômage est généralement observé, on ne sait rien sur le niveau d'insertion des jeunes diplômés. La capacité d'absorption du marché du travail reste méconnue. Or elle est un indicateur de dynamisme économique et devrait aider à la prise de décision. L'ONEF gagnerait à éclairer l'opinion intéressée sur cette dynamique.

### 2 Objectifs

Il s'agira de :

- Mesurer le nombre de nouvelles embauches par an selon les filières, les niveaux d'éducation, le genre, les établissements d'origine ;
- Calculer le taux d'insertion des jeunes diplômés ;

3 Résultats attendus : Un document sur la dynamique de l'absorption du marché du travail existe.

4 Délais de réalisation : 4 mois

5 Périodicité : Tous les 5 ans

6 Coût de la collecte : 17 millions

-Enquête au près des nouveaux embauchés (moins de 2 ans d'activités) et des employeurs selon les secteurs d'activités, les niveaux d'instruction, le genre, les établissements d'origine, le temps passé dans le chômage, les stratégies de recherches d'emplois, les difficultés rencontrées dans cet exercice

...

- Enquêteurs 15 hommes-mois	4500 000 F
- Location de véhicules 3 véhicules mois	4500 000 F
- Carburant forfait	1000 000 F
- Traitement des données forfait	1000 000 F
- Secrétariat et communication forfait	500 000 F
- Edition des rapports forfait	500 000 F
- Rémunération consultant principal 5 hommes-mois	5 000 000 F

## Fiche de collecte n° 13 Les possibilités de formation des étudiants Burkinabé à l'étranger

### 1 Contexte

La diversité des centres de formation est une réalité au Burkina Faso. Seulement le besoin de formation à l'étranger continue de croître, soit à cause de l'inexistence de certaines filières, soit pour bénéficier de l'expérience des écoles plus anciennes et de notoriétés acquises à l'étranger.

### 2 Objectif

Il s'agira dans cette étude de :

- Exploiter les études en cours sur les besoins de formations des grandes entreprises ;
- Recenser les établissements de formations de la sous-région francophone et anglophone qui répondent aux besoins exprimés par cette étude de l'INSD
- Indiquer les conditions d'accès, la durée de la formation etc

### 3 Résultats attendus

Un document sur les possibilités de formation à l'étranger existe

### 4 Délais de réalisation : 4 mois

### 5 Périodicité : tous les 3 ans

### 6 Coût 26, 685 millions

- Recherche documentaire Enquête auprès des dirigeants de centres de formations diplômantes de dimension internationale des pays de l'UEMOA et du Ghana

- Transport par avion Ouaga Cotonou-Lomé-Acra-Abidjan-Bamako-Dakar-Ouagadougou	1 700 000 F
- Perdiem 45 nuitées	2 700 000 F
- Transport interne pour 45 jours	1 125 000 F
- Guides de collecte à l'étranger	2 160 000 F
- Traitement des données forfait	2 000 000 F
- Secrétariat et communication forfait	2 000 000 F
- Edition des rapports forfait	1 000 000 F
- Rémunération consultant principal 7 hommes-mois	14 000 000 F

## Fiche de projet n° 14 Les possibilités de subventions de la formation pour les travailleurs

### 1 Contexte

Nombreux sont les travailleurs qui sont techniquement dépassés ou en phase de l'être. Or le risque d'obsolescence et de non promotion guêtent ceux qui négligent la formation ou ont des retard en la matière. L'environnement du travail est généralement favorable à la formation. Seulement certains employeurs la trouvent coûteuse pour leur structure. Alors les employés s'investissent autant qu'ils peuvent pour leur propre formation. Aussi, est il intéressant de voir comment on pourrait faciliter la formation des employés qui le désirent par des subventions défiscalisables.

### 2 Objectif

Il s'agira dans cette étude de :

- Apprécier les différentes formes de financement de la formation des travailleurs en activité par les employeurs, la CNSS, la CARFO, les salariés, les différents fonds pour l'emploi.

### 3 Résultats attendus

-Les possibilités de formation des travailleurs à des coûts subventionnés sont connues, ainsi que les modalités de participation.

4 Délais de réalisation : 4 mois

5 Périodicité : Tous les 5 ans

6 Coût 12,50 millions

- Enquête et entretiens auprès des employeurs, de la CARFO, la CNSS, la Direction Générale du Budget, des syndicats, des employés pour vérifier la volonté de cofinancement de la formation en contrepartie d'une défiscalisation de la partie prise en charge par l'employeur.

- Enquêteurs 10 hommes-mois	3 000 000 F
- Location de véhicules 2 véhicules mois	3 000 000 F
- Carburant forfait	500 000 F
- Traitement des données forfait	1000 000 F
- Secrétariat et communication forfait	500 000 F
- Edition des rapports forfait	500 000 F
- Rémunération consultant principal 4 hommes-mois	4 000 000 F



## Fiches de projet n° 15 : Les caractéristiques de la population active du Burkina Faso

### 1 Contexte

La population active du Burkina Faso demeure peu connue dans ses caractéristiques essentielles. L'observation courante nous indique des phénomènes comme le chômage, le développement de l'auto emploi et du secteur informel. Les grosses enquêtes d'envergure nationale telle que l'Enquête sur les conditions de vie des ménages, nous donnent quelques éléments partiels de réponses. Mais n'étant centrées sur la population active, elles n'ont pas pour objet de nous fournir toutes les variables d'appréciation de la population active. L'ONEF peut combler ce vide.

### 2 Objectifs

Il s'agira dans cette étude de :

- Mesurer le taux brut d'activité, le taux net d'activité, le taux d'occupation, le taux d'inactivité, le taux de chômage ;
- Indiquer les niveaux différentiels de ces indicateurs selon la région, le secteur d'activité, le niveau d'instruction, le genre, les groupes d'âges concernés et...
- Faire des recommandations pour une amélioration du niveau d'occupation de la population active.

### 3 Résultats attendus

Un document synthétique de référence sur la population active est disponible

4 Délais de réalisation : 5 mois

5 Périodicité : Tous les 5 ans

6 Coûts : 22, 5 millions

- Enquêteurs	20 hommes-mois	6 000 000 F
- Location de véhicules	4 véhicules mois	6 000 000 F
- Carburant	forfait	2 000 000 F
- Traitement des données	forfait	1 500 000 F
- Secrétariat et communication	forfait	1 000 000 F
- Edition des rapports	forfait	1 000 000 F
- Rémunération consultant principal	5 hommes-mois	5 000 000 F

## Fiches de projet n° 16 : L'insertion des travailleurs déflatés au Burkina Faso

### 1 Contexte

Depuis les années 1990, avec les politiques d'ajustement structurels, de nombreuses unités industrielles ont subi des réformes en vue d'améliorer leur compétitivité ; cela va des licenciements, des réductions du temps de travail, des privatisations ou pire encore des fermetures définitives.

Le coût social de ces réformes est élevé. Néanmoins des mesures d'accompagnement à l'insertion de certains travailleurs ont été initiées par le Gouvernement et les partenaires sociaux. On sait peu ou pas assez de l'efficacité de ces politiques. L'ONEF pourrait initier une étude sur le niveau d'insertion de ces travailleurs déflatés.

### 2 Objectifs

Il s'agira de mieux appréhender cette catégorie spécifique de travailleurs qui ont perdu leur travail du fait des réformes économiques :

- Le taux d'insertion ;
- Les secteurs d'activités concernés ;
- Les moyens utilisés ;
- la durée du chômage ou de recherche de nouvel emploi ;
- L'efficacité des politiques d'insertion
- les recommandations

### 3 Résultats attendus

Un document argumenté sur l'insertion sociale des travailleurs déflatés est disponible

4Délais : 5 mois

5Périodicité : Tous les 7 ans

6Coûts : 21 millions

- Enquêteurs	20 hommes-mois	6 000 000 F
- Location de véhicules	4 véhicules mois	6 000 000 F
- Carburant	forfait	1 000 000 F
- Traitement des données	forfait	1 000 000 F
- Secrétariat et communication	forfait	1 000 000 F
- Edition des rapports	forfait	1 000 000 F
- Rémunération consultant principal	5 hommes-mois	5 000 000 F

## Fiches de projet n° 17 : Les caractéristiques de la distribution salariale au Burkina Faso

### 1 Contexte

La répartition du revenu est au cœur des antagonismes sociaux. Elle s'est accentuée avec la pauvreté ambiante. En effet les études sur la pauvreté mettent en évidence la profondeur et la sévérité de la pauvreté par rapport à un seuil minimum, c'est-à-dire le niveau de revenu de démarcation entre les pauvres et les non pauvres.

Seulement, on gagnerait à connaître davantage sur la distribution du revenu de la population occupée au Burkina Faso.

### 2 Objectifs

Il s'agira dans cette étude de :

- Estimer le taux de salarisation de la population occupée ;
- Connaître le niveau effectif des salaires inférieurs au SMIG et les secteurs concernés, leur taux par rapport à l'ensemble des salariés ;
- Calculer le salaire moyen effectif payé ;

### 3 Résultats attendus

Une étude pointue sur la distribution salariale existe

4 Délais : 3 mois

5 Périodicité : 5 ans

6 Coûts : 17 millions

- Enquêteurs	20 hommes-mois	6 000 000 F
- Location de véhicules	3 véhicules mois	4 500 000 F
- Carburant	forfait	1 000 000 F
- Traitement des données	forfait	1 000 000 F
- Secrétariat et communication	forfait	1 000 000 F
- Edition des rapports	forfait	500 000 F
- Rémunération consultant principal	3 hommes-mois	3 000 000 F

## Fiches de projet n° 18 : Le niveau de placement des demandeurs d'emploi à travers l'ANPE

### 1 Contexte

L'enquête sur l'identification des besoins en information sur le marché de l'emploi, a révélé que l'ANPE est une des principales sources d'informations pour les demandeurs d'emploi. L'ANPE se déploie dans les treize régions du Burkina et il serait indiqué de connaître le niveau de placement des travailleurs à travers cette agence.

### 2 Objectif

Il s'agira de :

- Collecter à travers toutes des agences le nombre de demandeurs d'emplois ;
- Répertorier ceux dont les demandes sont satisfaites ;
- Mesurer le niveau de placement à travers les différences agences ;
- Suivre l'évolution du marché du travail à travers les différentes régions
- Dégager les tendances et les besoins du marché de l'emploi ;
- Faire des recommandations pour améliorer la qualité des statistiques sur l'emploi.

### 3 Résultats attendus

Un document sur les offres et les demandes d'emplois existe

4 Délais : 3 mois

5 Périodicité : chaque année

6 Coûts : 9 millions

- Enquêteurs	5 hommes-mois	1 500 000 F
- Location de véhicules	2 véhicules mois	3 000 000 F
- Carburant	forfait	500 000 F
-Traitement des données	forfait	500 000 F
-Secrétariat et communication	forfait	250 000 F
-Edition des rapports	forfait	250 000 F
-Rémunération consultant principal	3 hommes-mois	3 000 000 F

## **ANNEXE 2 : Guide d'entretiens**

Guide d'entretiens relatifs aux besoins des utilisateurs potentiels des produits de l'Observatoire pour l'Emploi et de la Formation Professionnelle

### **Objectifs de l'enquête :**

Recueillir les avis et les besoins d'informations des utilisateurs de statistiques sur le marché de l'emploi et de la formation professionnelle, en vue d'améliorer la qualité du service rendu en renforçant la base d'informations de l'Observatoire.

- 1) Quelles sont vos sources d'informations sur le marché du travail ?
  
- 2) Ces sources vous paraissent-elles satisfaisantes ? Si non, quelles propositions faites-vous pour améliorer cette situation ?
  
- 3) Quelles sont les principales informations que vous souhaiteriez avoir en matière d'emploi ?
  
- 4) Ces informations vous paraissent-elles satisfaisantes ? Si non quelles propositions d'amélioration faites-vous ?
  
- 5) Quelles sont les principales informations que vous souhaitez avoir en matière de formation professionnelle ?
  
- 6) Ces informations vous paraissent-elles satisfaisantes ? Si non quelles propositions d'amélioration faites-vous ?
  
- 7) Connaissez vous l'Observatoire National pour l'Emploi et la Formation professionnelle ?
  
- 8) Quelles sont les sources de financement des informations sur le marché du travail

**Nous vous remercions**

## ANNEXES 3 : Les des personnes rencontrées

Nom	Institutions
Ouédraogo Lassané	Coordonnateur de l'ONEJ au Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi
Napon Salam	Assistant à l'ONEF
Kabré	Secrétaire Général du Conseil Economiques et Social
Konaté Abdoulaye	Centre d'Accueil pour Entreprises, de la Commune de Ouagadougou
Coulibaly Saka	Economiste à la Banque Mondiale
Liliou Jean Mathias	Secrétaire Général de la Confédération Syndicale Burkinabé
Coulibaly Jean Martin	Chargé de programme formation au Bureau de coopération Autriche
Yaméogo Philomène	Secrétaire Général du Conseil National du Patronat Burkinabé
Basolet Boubié	Responsable du département de Sciences économiques de l'Université de Ouagadougou
Mme Ouédraogo	Directrice des ressources humaines à la Chambre du Commerce
Coulibaly Célestin	Directeur Générale du Travail et de la Sécurité Sociale
Mme Zio	Secrétaire Général de l'Agence National Pour l'Emploi
Kabré Yamba	Direction de l'Emploi de l'ANPE
Zerbo Jean Noël	Directeur Général des Stratégies Educatives des Jeunes
Ouédraogo Paul	Directeur Général de l'Insertion socioprofessionnelle des Jeunes
YRA Abdoulaye	Secrétaire Général de l'Organisation Nationale du Syndicat Libre
Nikiema Jean Paul	Coordonnateur du PNAR-TD au Ministère du travail et de la Sécurité Sociale
Ouédraogo Sana	Secrétaire Général du Ministère de l'Emploi et de la Jeunesse
Sankara	Centre d'Information et d'Orientation Scolaire Professionnelle et des Bourses
Mr Sanou	Représentant de la CGT B
Zaida Dieudonné	Directeur du Fonds d'Appui au Secteur Informel, maire de la commune de Bingo
Zoungrana Herman	Responsable d'un groupe de discussions de 15 demandeurs d'emplois, de niveau maîtrise d'université
Mme TIAO	Institut National de la Statistique et de la Démographie
Kam Togué	Stagiaire à l'ONEF
Dao Abdoulaye	Stagiaire à l'ONEF
Kaboré Salif	Président de l'Association des Parents d'élèves du Lycée P.Zinda Kaboré
Ouédraogo Clémentine	ONG Promo Femmes Développement
Niankara Karim	Président de l'Association nationale des travailleurs déflatés (ANTD)
OUEDRAOGO Seydou	Président de la fédération nationale des artisans du Burkina Faso
Ouattara Jérémy	Secrétaire à l'organisation de l'ANTD
Kaboré Kyswensida	Secrétaire adjoint l'organisation de l'ANTD
Ouédraogo Jafar	Secrétaire à l'Action sociale de l'ANTD

Sessouma L. Adjaratou : DUT Finances-Comptabilité  
 Sessouma L. Bibata : BTS Assurances  
 Bayala Josiane Joanna : Maîtrise en Droit  
 Simporé Justine : accoucheuse auxiliaire/CAP comptabilité ;  
 Yélékou Thierry : BEP et CAP comptabilité  
 Zango R. Adama : BEP et CAP comptabilité  
 Sawadogo Y Firmin : DUT Finances comptabilité  
 Ouédraogo Rasmané : BEP et CAP comptabilité  
 Millogo Dokie Edgard : Bac G2  
 Zanré AWA : secrétaire  
 Traoré BEN-Yaya : mécanique auto  
 Traoré Noufou : comptabilité.  
 Ilboudo Aline : trésorière adjointe  
 Tiendrébéogo Hermann : diplôme d'analyste programmeur (informaticien)  
 Ouédraogo Bouriemá : diplôme d'analyste programmeur (informaticien)  
 Zongo Odile : Finance comptabilité  
 Bamogo Habibou : Finance comptabilité  
 Yago Chérif : Finance comptabilité  
 Sawadogo Dieudonné : BTS/DUT Banque  
 Badoun Boureima : DUT informatique de gestion  
 Zango Landry : BTS Banque